Montpellier, le 14 juillet 2014

Monsieur le Préfet

Région Languedoc Roussillon

Département de l'Hérault

34000 Montpellier

Monsieur le Préfet,

Depuis de début de notre mouvement, nous avons sollicité en vain votre autorité pour obtenir un rendez-vous afin de vous exposer la réalité des difficultés du SDIS34. A ce jour, vous ne disposez que d'une vision partiale de notre DDSIS. Ce courrier que nous vous envoyons aujourd'hui, est bien plus profond qu'une simple revendication syndicale. Il a pour objet notre vérité, notre liberté d'expression pour vous exposer des faits sans interprétation aucune.

Un bref rappel historique est nécessaire pour répondre aux stigmatisations de notre direction qui nous accuse de *« surenchère »*. Depuis l'inspection de 2009, nous fondions l'espoir d'une nouvelle ère – à savoir travailler sur les dossiers du temps de travail et de la réforme de la filière, la partie opérationnelle fonctionnant correctement - mais depuis, nous avons dû faire face à une fin de non-recevoir dénuée d'argumentation républicaine: « vous verrez bien… ». Las de cautionner un tel mépris face aux organisations syndicales avec une absence totale de dialogue social, la situation du SDIS 34 a dégénérée de façon exponentielle, générant des difficultés opérationnelles et financières.

En Décembre 2013, après de multiples alertes à nos autorités, nous n'avions pas d'autre choix que de lancer notre mouvement. Le quatrième depuis 2009… Et notre métier, ce n'est pas la revendication, mais le secours à personne.

Le 14 mars 2014, les négociateurs - le Colonel Durand - le Colonel Anselme - M Arcas - ont permis de grandes avancées. Ce jour-là, nous étions tous persuadés de sortir du conflit. Mais le DDSIS et notre président Michel Gaudy, ont balayé ce travail remarquable en désavouant sur des prétextes futiles nos cadres, mais surtout le fruit d'un consensus construit dans un seul objectif : l'avenir du SDIS 34 et de ses personnels pour un meilleur service public.

Le temps des questions à suivi: nos décideurs avaient-ils réellement envie de sortir de la crise ? Où bien voulaient-ils gagner du temps, pour des raisons politiques qui nous échappent comme la réforme territoriale ? Dans quel but, user et abuser des pompiers pour les stigmatiser comme des nantis dans une période de lourde crise économique? Et nos cadres, leurs avez vous réellement demandé leur avis d'homme ? Ne croyez vous pas que ces derniers avaient une profonde envie de reprendre la mission opérationnelle plutôt que de mener un combat fratricide contre les agents ? Une chose est claire, dans

un tel contexte, ils ont subi un nouvel affront, un désaveu, pire, ils ont été humiliés, en vous apportant la preuve silencieuse que les maux du SDIS 34 proviennent finalement que d'un seul homme. Cette situation est tout autant inacceptable! Et contrairement aux messages qui vous sont rapportés, nous respectons et reconnaissons tous nos cadres, et nous avons à cœur notre mission.

Après chaque réunion syndicale, nous rendons compte à nos collègues. Ils pensaient aussi à tord, que ce conflit allait enfin se terminer. Un mal être profond s'est installé aussi dans les casernes. Usés et méprisés chaque jour un peu plus, nos camarades pensent être devenus des marionnettes, et certainement pas le centre d'intérêt de nos autorités, élément souligné dans les conclusions du dernier audit…

Evidement, nous déplorons et regrettons les exactions qui en suivirent. Pire, nous les condamnons, elles n'auraient jamais dû avoir lieu. Mais dans chaque conflit, il y a un ordre des choses. Les origines, qui laissent place au dialogue et la négociation. Mais au SDIS, on est au dessus de tout ! Et la direction, forte de ses convictions monocéphale, a imposé, tranché, brisé puis sanctionné... Et ce triste bilan, notre direction doit aussi en assumer la paternité.

Le mouvement s'est alors durci. De mars à juin avec des conséquences lourdes, très lourdes. L'espoir d'une sortie de crise s'en est allé… Le moral des pompiers s'est envolé. Retour à la case départ. Est-ce un signe de bonne gestion du conflit par les acteurs du pouvoir? Nous ne faisons pas de politique et nous n'avons pas vocation à en faire. Mais vous constaterez un enchainement de décision, mieux dit, de non discisions dénuées de bon sens auront pour conséquence d'alimenter le conflit par une surenchère de sanctions. Notre DDSIS ne pensant qu'à briser le mouvement par la force…

Et encore cette question qui nous taraude l'esprit continuellement : les sapeurs-pompiers de l'Hérault ne sont pas instrumentalisés tel un bouclier face à une réforme territoriale redoutée et décriée par les politiques en place. Si tel était le cas, il conviendrait de rappeler à tout le monde que les pompiers sont avant tout des hommes de terrain et seulement au service de nos concitoyens. Ils ne sont ni des nantis, ni des pions que l'on sacrifie sur l'hôtel de l'égoïsme, des égos et des ambitions ou intérêts politiques. Pour preuve aussi, nos revendications portées devant les tribunaux par le DDSIS. Ce dernier nous maltraite avec pour consolation un N°VERT, et nos répliques sont trainées devant les tribunaux… Ou sont les principes d égalité ? Un colonel a-t-il tous les droits ? Sommes-nous les gueux d'un seigneur ou les hommes d'une République ?

Cette réforme territoriale, ne viendrait-elle pas à point nommé pour un nouvel horizon ? Ne serait-elle pas la fin de l'emprise des barons locaux sur le SDIS 34 ? Finalement, tout nous laisse à penser que notre salut passera par ces grands changements administratifs. Il nous semble utile de rappeler les résultats d'un récent sondage qui accordait une forte popularité aux pompiers, face aux politiques… Ces derniers, peu glorieux nous traitant de nantis aux salaires mirobolants… L'arroseur arrosé, nos élus sont bien les derniers chouchous des français !

Mais revenons sur notre conflit. Pour en finir, nous avons été capables de revoir nos revendications sur le temps de travail - à la baisse. Même si nous continuons de penser que l'égalité des 35H n'est pas respectée et que toutes les heures effectuées sur leurs lieux de travail doivent à minima être comptabilisées et non payées, conformément à nos droits de liberté d'expression.

Mais ceci n'est pas l'objet de ce courrier.

Le seul point qui bloque la sortie de crise, (et là il s'agit d'interprétation) c'est la réelle volonté de nos autorités. Il suffirait de retirer les sanctions en cours et à venir contre nos collègues. Nous précisons que l'ensemble des syndicats de l'Hérault y sont favorables, même celui des cadres. Vous comprendrez qu'il s'agit de repartir sur de bonnes bases en effaçant un passé peu glorieux pour les deux camps, et qu'on ne doit laisser aucun agent exposé à des représailles. Soyez certain que nous avons beaucoup appris sur ce conflit et que les sapeurs-pompiers ne sont pas des délinquants comme vous le laisse entendre certaines autorités de ce SDIS.

Nous souhaitons sur ce point vous sensibiliser sur des situations de plus en plus courantes pour nous en opérationnel. Régulièrement, au cours de nos missions de secours, nous sommes agressés, menacés… Pour ne prendre qu'un seul exemple (il y en a beaucoup d'autres…), un collègue en intervention s'est retrouvé avec un couteau sous la gorge - donc une menace de mort. Suite à cet incident notre direction n'a même pas pris la peine de prendre des nouvelles de son agent en l'accompagnant face à cette situation anormale. Nous exposons régulièrement nos vies, au stress, au danger pour aller au secours des autres.

Nous constatons à ce jour que notre direction écrase son personnel, et les sanctionne lorsqu'ils démontrent une opposition cartésienne – pour preuve, le dispositif des baignades. Nous constatons aussi que notre direction est incapable de soutenir des agents qui sont dans la détresse – Pour preuve, le N° VERT… Et malheureusement la liste n'est pas exhaustive ! Il est alors aisé de comprendre que nous sommes seuls face à toutes les situations. Que nous assumons tout. Comme la plainte de notre camarade agressé qui n'a jamais eu de suite judicaire…

Concernant les syndicats de sapeurs-pompiers, nous avons une dynamique constructive. Nous sommes capables de consensus. Mais notre présence n'a pas vocation à s'opposer par principe à la direction mais simplement de l'accompagner pour avancer sereinement. N'en sommes nous pas les acteurs du terrain?

Dans l'exercice de nos missions principalement, nous devons pouvoir nous identifier à nos chefs. Etre capable de les suivre contre vents et marée, et ne jamais douter de leur capacité. La réciproque est vraie. Vous ne pouvez plus ignorer qu'au sein de notre SDIS, le doute a laissé la place au rejet. Nous n'accordons plus aucune confiance à notre directeur. Il en est le seul responsable, par le management exécrable, mais surtout les manquements opérationnels lors des feux de forêts record du 30 Août 2010…

- l'été noir sur les plages du littoral Héraultais en 2013
- les trafics de vacations
- le nombre inquiétant de collègues qui craquent psychologiquement et qui font appel à un numéro vert sans réel bienfait.
- les audits catastrophiques dont le dernier du Cabinet Lamotte, qui dénonçait toutes les lacunes en donnant les clés de la réussite et qui déjà imaginait une situation explosive.
- le gros fiasco du nouveau système d'alerte PIITAGORE qui engendre de nombreux ratés opérationnels, inacceptables pour le personnel de terrain ! Situation ou nos camarades du C15 n'ont pas résisté plus de 3 semaines malgré un professionnalisme irréprochable et avéré depuis des années de collaborations mutuelles loin des « guerres de chefs »…

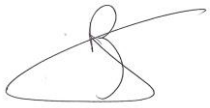
Notre DDIS a démontré à de nombreuses reprises un égo surdimensionné, qui se fixe des objectifs théoriques, sans partage, et sans analyses sur les autres. Bref une personne inapte au commandement

et à la cohésion – conclusions du rapport de la DSC de 2003 – Et l'histoire se répète... Le management, c'est un rapport à l'autre. Il s'apprend mais il restera un mystère pour d'autre… Nous ne vous demandons pas de juger notre DDSIS, mais de comprendre que son seul comportement à amplifié ce qui au départ n'était un simple mouvement de revendications qui aurait dû trouver un consensus dans le jeu des négociations syndicales.

Croyez bien, M le Préfet, que les sapeurs-pompiers de l'Hérault sont des gens passionnés et dévoués à leurs missions. Qui regrettent aussi ces débordements ayant entaché l'image d'une institution Républicaine. Mais ces évènements sont les conséquences de la non considération de nos problèmes. Le symbole de bander les yeux de Marianne, n'est pas un acte de délinquance. Il est un appel au secours. Il n'est pas une provocation à votre autorité, il est un acte de courage et dévouement pour sauver notre SDIS d'un effondrement certain. Nos valeurs sont vos valeurs ! Laissez nous vous exposer nos problèmes. Nous vous démontrerons que nous ne sommes pas des voyous, mais qu'il est impossible d'assumer nos missions avec une épée de Damoclès agitée perpétuellement par le DDSIS sur notre tête.

Vu l'ensemble des éléments apportés à votre réflexion, nous pensons qu'il est inutile d'écrire qu'il n'y a plus d'avenir commun entre le DDSIS et ses troupes et qu'il est temps de reconstruire un projet humain à ce SDIS à l'aube d'une grande réforme territoriale.

Nous laissons à votre analyse ces éléments.

Dans l'attente de pouvoir vous rencontrer, nous vous prions d'agréer Monsieur le Préfet, l'assurance de notre profond respect.

Rachid BAALI	**Sébastien GAL**	**Jérôme RAYNAL**	**Fabrice ARMAND**